

Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)

Revue Africaine de Communication



RAC , Nouvelle série, Numéro 7, 2025

COMMUNICATION POLITIQUE & CRISES CONTEMPORAINES



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



COMMUNICATION POLITIQUE ET CRISES CONTEMPORAINES

Sous la direction de

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Yacine DIAGNE,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Mamadou Diouma DIALLO,
Université Gaston Berger (Sénégal)

Nouvelle Série / Numéro 7

Décembre 2025

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro 7, Décembre 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Alioune DIENG, Professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Marc-François BERNIER, Professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien AT CHOUA, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric LAMBERT, Professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Anne PIPONNIER, Professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya DIABI, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie LENOBLE-BART, Professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge THÉOPHILE BALIMA, Professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola SONCINI, Professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Modou NDIAYE, Professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules BIZIMANA, Professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor FAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Marième Pollène NDIAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Namoin YAO - BAGLO, Maître de conférences (CAMES), ISICA/Université de Lomé (Togo)

Moustapha MBENGUE, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Djibril DIAKHATÉ, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Kouassi Sylvestre KOUAKOU, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Sokhna Fatou SECK SARR, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION :

Diégane SÈNE, Maître de conférences (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Aminata KANE, Maître-assistante (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop

Dr Fatoumata Bernadette SONKO, Maître-assistante (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Sahite GAYE, Maître-assistant (CAMES), Université Cheikh Anta Diop

Dr Dominique-François MENDY, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Abdou DIAW, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Ngagne FALL, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Moussa DIOP, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Alioune Badara GUEYE, CESTI, Université Cheikh Anta Diop



Revue Africaine de Communication
Nouvelle Série, Numéro 7, 2025

Édité par

**Alioune DIENG,
Professeur Titulaire,
Université Cheikh Anta Diop
Dakar, Sénégal**



**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
(CESTI)**

Décembre 2025

© **CESTI**

Revue Africaine de Communication

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Tous droits réservés

Site Internet de la Revue : <https://rac.ucad.sn/>

Maquette Première et Quatrième de couverture : Tiécoura Gueye,
CESTI, UCAD

Édition et Mise en page : Professeur Alioune Dieng
CESTI, UCAD

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66

Emails : infos.cesti@gmail.com; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Adresse :

Revue Africaine de Communication

CESTI/UCAD, BP 5005

Dakar-Fann

Sénégal

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)

Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

POLITIQUE ÉDITORIALE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

La *Revue Africaine de Communication* (RAC), qui s'adresse aux enseignants chercheurs, chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits, à caractère scientifique, sur les sciences, les pratiques et les technologies de l'information et de la communication dans le respect des normes internationales de conception, de rédaction et de présentation des travaux scientifiques.

De plus, elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études portant sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences et des techniques de l'information et de la communication est évident.

La RAC paraît une fois par an avec un numéro thématique

et/ou un numéro spécial. Selon la procédure en double-aveugle (*Double Blind Peer Review*), une version anonyme de chaque texte proposé est soumise à l'expertise de deux spécialistes en la matière, en vue de l'évaluation et, éventuellement, de la révision. À cet effet, les critères retenus sont la pertinence et l'intérêt du thème abordé, l'originalité de la problématique et de la démarche logique adoptée, la tenue stylistique de l'article ainsi que sa cohérence avec l'ensemble du numéro et de la Revue. Les contributions peuvent être acceptées, refusées ou donner lieu à des propositions de révisions pour l'auteur. En cas de désaccord entre les deux experts, le Directeur de Publication de la Revue soumet la contribution à une troisième évaluation. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité des auteurs.

En cas de publication, tous les droits sont transférés à la Revue (Voir Code d'Éthique de la *Revue Africaine de Communication*). Les auteurs sont invités à suivre le modèle de présentation et de mise en page des articles publiés par la *Revue Africaine de Communication* (titres, résumé et mots-clés, normes topographiques, références bibliographiques, etc.).

1. Le titre de la contribution

Titre en français et en anglais : police Book Antiqua 12, en gras, centré, interligne simple.

Nom, Prénom(s), premières lettres en majuscules, et affiliation(s) des contributeurs : police Book Antiqua 10, en gras, alignés à droite, interligne simple.

2. Introduction, Titres des parties, Conclusion

Police Book Antiqua 11, en gras, alignés à gauche, pas de retrait, interligne simple.

3. Résumé et Mots-clés de la contribution

- **Le résumé de la contribution** (500 signes au maximum): Rédigé en français et en anglais, police Book Antiqua 10, sans gras, sans italique, sans retrait, aligné à gauche, interligne simple.
- **Contenu du résumé** : Intérêt scientifique du thème et de

l'objet de recherche, délimitation du champ et du contexte de recherche, problématique, objectif et hypothèses de recherche, méthode(s) d'analyse et résultats attendus.

- **Mots-clés** : police Book Antiqua 10, pas de retrait, alignés à gauche, cinq mots en minuscules séparés par des virgules, première lettre du premier mot en majuscule (version française) ; premières lettres en majuscules, cinq mots séparés par des points virgules (version anglaise).

4. Plan de l'article

Il est souhaitable que le texte de l'article soit organisé à trois niveaux :

- section : 1, 2, 3, ... (style Titre 1, gras, taille de police 11, sans retrait) ;
- sous-section : 1.1., 1.2., ... 2.1., 2.2..., etc. (style Titre 2, gras, taille de police 11, retrait 1,27) ;
- sous-sous-section : 1.1.1., 1.1.2. ... 2.1.1., 2.2.2, etc. (style Titre 3, gras, taille de police 11, retrait 1,27).

5. Citations

- **Longueur, police, style, format** :

Les citations brèves (de trois lignes et moins) sont encadrées par des guillemets à la française, sans italique, police Book Antiqua11.

Les citations de trois lignes et plus : retrait 1,27 cm, Book Antiqua 10, pas de guillemets : « Étudiant les rapports entre l'hypertextualisation et l'animation numérique, Saemmer affirme :

Les mots sur support numérique prennent des couleurs, se coulent dans de nouvelles formes graphiques ; en se disposant librement dans l'espace, ils suggèrent une simultanéité caractéristique de l'image ; en s'animant, ils acquièrent une dimension plastique ; en s'hypertextualisant, ils deviennent palpables, touchables. L'un des enjeux centraux de mon livre *Matières textuelles sur support numérique* était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. J'ai essayé de montrer qu'en principe, les possibilités d'interaction et de mise en mouvement

du texte, les nouveaux rapports entre images fixes et mots animés, vidéos et lettres statiques sur l'interface numérique ouvrent le champ sémantique du texte vers de nouvelles significations (2008 : 63). »

▪ **Source de la citation :**

À la fin de la citation, on indique la source (entre parenthèses) : Nom de l'auteur, année de publication, éventuellement la page, précédée de deux points.

En cas de coupure importante ou d'omission dans la citation, il faut placer entre crochets les points de suspension pour la représenter :

« L'un des enjeux centraux de mon livre [...] était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. » (Saemmer, 2008 : 63).

▪ **Auteur(s) mentionné(s) après la citation :**

« En outre, l'opinion, « relayée au plus haut niveau de l'État, aspirait à une plus grande transparence administrative, à l'image d'autres grands pays démocratiques. » (Ermissé, 1988 : 205).

▪ **Citation de deux auteurs :**

« La communication politique a toujours présenté une dimension technique. Dans l'Antiquité grecque, la rhétorique en était la manifestation principale, qui permettait l'utilisation stratégique du discours à des fins de persuasion. » (Gerstlé & Piar, 2020 : 31).

▪ **Plus de deux auteurs :**

- Une première citation :

« Plusieurs virtualités cohabitent dans le débat nucléaire. » (Faivret, Missika & Wolton, 1980 : 9).

- Une deuxième citation des mêmes auteurs :

« Attaquer une idéologie est un exercice périlleux » (Faivret *et al.*, 1980 : 10) ou selon Faivret *et al.* (1980 : 10), « attaquer une idéologie est un exercice périlleux ».

▪ **Citation d'une institution :**

Lors de la première citation, le nom développé de l'institution est mentionné suivi de son abréviation :

« Dans le monde, une augmentation significative de la demande en eau est prévue dans les prochaines décennies. » (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture [UNESCO], 2017 : 1).

- **Dès la deuxième citation, l'abréviation suffit :**

« Les ressources en eau (eaux de surface et eaux souterraines) sont renouvelées à travers le cycle continu d'évaporation, de précipitations et de ruissellement. » (UNESCO, 2017 : 10).

- **Dictionnaire :**

Le relativisme est « une doctrine qui admet la relativité de la connaissance humaine ». (*Le Petit Robert*, 1989 : 1651)

Nota Bene : Pour certains dictionnaires comme celui de l'Académie française, le titre, le numéro de l'édition et le numéro de page suffisent.

- **Citation d'un auteur ayant publié plusieurs documents la même année :**

Si le slogan est l'instrument de la propagande idéologique et de la communication efficace, la rhétorique est une arme à double tranchant, dont la modalité peut être méliorative ou péjorative. Du point de vue rhétorico-pragmatique, les tropes tels que la métaphore ou la périphrase servent à l'expression de l'hybridité linguistique, en faisant s'affronter des points de vue narratifs sur le thème de l'immigration. (Dieng, 2020 a : 54)

Avoir de l'esprit est un atout considérable dans la discussion, mais il se transforme en défaut majeur lorsqu'il s'agit d'éprouver la raison. La prééminence de l'esprit de finesse sur le jugement ne nie pas l'importance de la raison, mais elle permet à l'humaniste de distinguer le champ de la communication de celui du raisonnement philosophique et à élaborer les grands principes d'une éthique du jugement. (Dieng, 2020 b : 362)

- **Plusieurs auteurs de différentes œuvres cités simultanément :**

« Les enjeux de l'information et de la communication ouvrent des perspectives à la recherche. » (Boukacem-Zeghmouri & Rodríguez Bravo, 2019 ; Blanchard & Roginsky, 2020 ; Mattelart, 2016)

- **Citation d'un auteur par un autre auteur :**

« Un usage extensif de l'Internet a permis aux Zapatistes d'instantanément diffuser leurs informations et revendications au monde. » (Castells, 1997 [2010], cité par Mattelart, 2016 : 117)

Nota Bene : Lorsque la date de la première édition est mentionnée, celle de la dernière est mise entre crochets.

- **Ajout de mots dans la citation** : mettre les mots ajoutés entre crochets.

- **Paraphrase d'un texte écrit** :

« Pour Dieng (2024 : 39), "parole sans règle et parole sans foi destinées à faire perdre la face à l'interlocuteur, la polémique a partie liée avec le pouvoir et suscite de ce fait un questionnement dans ses rapports à l'éthique" ».

6. Ponctuation

Sauf exception (point d'exclamation ou d'interrogation), pas de ponctuation dans un titre. Entre le point ou la virgule et le mot qui les précède, il n'y a pas d'espace. En revanche, il y en a une, insécable, entre les guillemets à la française, les deux points, le point-virgule, les points d'exclamation ou d'interrogation et le mot. Les crochets et les parenthèses ne contiennent pas d'espace à l'intérieur, mais à l'extérieur.

On utilise exclusivement les guillemets à la française (« »), en prenant garde de placer une espace insécable après le guillemet ouvrant et avant le guillemet fermant. Les guillemets anglais doubles (" ") sont requis dans une citation de deuxième niveau, c'est-à-dire imbriquée dans une première citation.

7. Normes typographiques

Format : Document Word.

Police : Book Antiqua (BA), 11 pour le corps de l'article, 10 pour les citations.

Style : Normal

Reliure à gauche : 0 cm ;

Interligne : simple

Mise en page : custom size, 15/23 cm (File, Page setup, Paper size: custom size) ; marges : 2 cm (bas, haut, gauche, droite)

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.

Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; à partir de la première ligne 0 cm ; suspension : 0 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

8. Les tableaux :

Les tableaux sont titrés et insérés dans le texte, Book Antiqua (BA) 10. Pour chaque tableau, ne pas dépasser la moitié d'une

page de la revue ; sinon, il sera renvoyé en annexe à la fin de la bibliographie. Leur pertinence sera évaluée par les experts.

9. Notes de bas de page

Les notes en bas de page (police : Book Antiqua 10, suspension (hanging) 0,5 cm, Interligne simple). Ne sont acceptées que les notes qui apportent des informations complémentaires ou des précisions. Les références bibliographiques sont insérées directement dans le texte (voir **Citations**).

10. Bibliographie

▪ Format :

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.
Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; Interligne simple ; suspension : 0,5 cm
Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

▪ Monographie :

Nom, Prénom (date). *Titre du livre* [date de la 1re édition]. Lieu : éditeur, «collection».

▪ Ouvrage collectif :

Nom, Prénom (éd. / éds) (date). *Titre de l'ouvrage*. Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Chapitre d'un ouvrage collectif :

Nom, Prénom (date). Titre de la contribution (pagination : pp. X-Y). In Prénom Nom (éd. / éds), *Titre de l'ouvrage* (pagination). Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Article :

Nom, Prénom (date). Titre de l'article. In *Titre de la revue*, n° x, *titre spécifique à ce numéro* (si indiquée), Prénom Nom (éd./éds), pagination (page de début et page de fin séparées par un tiret).

▪ Article de revue avec volume et numéro de fascicule (version imprimée) :

Nom, Prénom (année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique, numéro du volume en italique* (numéro du fascicule entre parenthèses), numéros de pages.

▪ Revue complète (numéro spécial) (version imprimée) :

Titre du numéro ou du supplément ou du hors-série [Numéro spécial]. (Année). *Titre de la revue en italique, numéro du volume en*

italique (numéro du fascicule entre parenthèses).

▪ **Article de revue (version électronique) avec DOI:**

Article de revue issu d'un hors-série ou d'un supplément (version imprimée ou électronique) : Nom de l'auteur, initiale du prénom (Année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique (pas en forme abrégée et sans le sous-titre)*, (h.s.) ou (suppl.), numéros de pages. <DOI>

▪ **Article de quotidien (version électronique) :**

Nom de l'auteur, prénom (Année, jour mois). Titre de l'article. *Titre du quotidien*. <DOI> ou Accès adresse URL : <lien [Consulté le...]>.

▪ **Congrès/Colloque (publié) :**

Nom du ou des directeur(s), prénom(s) (dir.). (Année). *Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque*. Lieu : Éditeur.

▪ **Contribution d'un auteur à un colloque (communication publiée) :**

Nom de l'auteur, Initiale du prénom (Année). Titre du document. In Initiale du prénom de l'auteur de l'ouvrage. Nom de l'auteur (dir. ou éd.), *Titre de l'ouvrage : Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque* (pp. du document s'il y en a). Lieu : Éditeur.

▪ **Ressources Internet :**

- Mettre la **référence** précise, le **lien** entre guillemets simples <...> et la **date** de consultation entre crochets [...].
- **Article** : Nom, Prénom (2010). Titre. *Titre de la revue en italique*. URL entre guillemets simples (<...[Consulté le...]>) ou <DOI>
- **Livre électronique avec DOI** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. <DOI>
- **Livre électronique avec URL** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Page ou Site Web** : Auteur ou Organisme (Année de publication). *Titre de la page consultée*. Date de la dernière mise à jour ou de copyright). Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.

- **Texte législatif (version imprimée)** : Titre et date d'adoption du texte de loi ; Sigle (si existant), Recueil et Numéro.
- **Texte ou article législatif (version électronique)** : Titre et date d'adoption du texte ou de l'article de loi ; Sigle (si existant) ; Recueil et numéro ; Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Thèse** : Prénom Nom, Titre : sous-titre, nombre de pages, tomaison, Type de diplôme : Discipline et spécialité : Université (et / ou autres précisions telles que la ville) : Année (date de soutenance). S'il n'y a pas de date de parution, mettre l'abréviation s.d. (*sine datum*) à la place de l'année.

10. Abréviations

Éditeur scientifique : (éd. ou éds.)

Sous la direction de : (dir.)

Numéro d'édition : (éd. ; par exemple : 2e éd.) :

Sans lieu de publication : *sine loco* (s.l.)

Sans nom de l'éditeur : *sine nomine* (s.n.)

Sans date : *sine datum* (s.d.)

L'abréviation des pages se fait différemment en fonction du type de document :

- pour les chapitres d'ouvrage collectif et pour les articles de la presse quotidienne, les pages sont indiquées avec l'abréviation «p.» pour une seule page consultée et «pp.» pour plusieurs pages. Exemple : p. 7 ou pp. 7-14 ;
- pour les périodiques (revue, magazine), les pages sont indiquées sans abréviation. Exemple : 7-14.

11. Bibliographie sélective

- BLANCHARD, Gersende & ROGINSKY, Sandrine (2020). Introduction. Dossier – La professionnalisation de la communication politique en question : acteurs, pratiques, métiers. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1(1), 5-12. <https://doi.org/10.3917/enic.029.0005>
- BOUKACEM-ZEGHMOURI, Chérifa & BLANCA, Rodríguez Bravo (2019). Présentation du dossier 2019. Une information scientifique, entre évaluation et médiatisation. *Les Enjeux de*

- l'information et de la communication*, 2(2), 5-11.
<<https://doi.org/10.3917/enic.027.0005>>
- DIENG, Alioune (2020 a). Hybridité linguistique et réinterprétation de l'aventure ambiguë chez Fatou Diome. In *Réécriture et interprétation, Acta Iassyensia comparationis*, 26(vol.2), 51-62.
<http://literaturacomparata.ro/Site_Acta/issues/aic26/06%20Dieng_Layout%201.pdf>
- DIENG, Alioune (2020 b). L'expérience de l'enrichissement dans les *Essais de Montaigne. Akofena*, Revue scientifique des Sciences du langage, Lettres, Langues et Communication, n°002, vol. 1, 353-370.
- DIENG, Alioune (2024). *Éthique et argumentation polémique*. Dakar: Presses Universitaires de Dakar (P.U.D.).
- ERMISSE, Gérard (1988). Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000 (études rassemblées à l'occasion du XIe Congrès international des Archives. In *La Gazette des archives* (pp. 200-217), n°141, Actes du colloque de Paris, 22-26 août.
- FAIVRET, Jean-Philippe, MISSIKA, Jean-Louis, WOLTON, Dominique (1980). *L'Illusion écologique*. Paris : Seuil.
- GERSTLE, Jacques, PIAR, Christophe (2020). *La Communication politique*. Paris : Armand Colin, collection « U ».
- MATTELART, Tristan (2016). Déconstruire l'argument de la diversité de l'information à l'heure du numérique : le cas des nouvelles internationales. In *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2(2), 113-125.
<<https://doi.org/10.3917/enic.021.0113>>
- SAEMMER, Alexandra (2008). Le texte résiste-t-il à l'hypermédia ? In *Communication & Langages*, n°155, 63-79.
- UNESCO (2017). Les Eaux usées : une ressource inexploitée. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.
- WOLTON, Dominique (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)

Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

CODE D'ÉTHIQUE
DE LA

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

1. De l'évaluation des contributions scientifiques

En ce qui concerne l'évaluation de chaque contribution, le Directeur de Publication et les membres du Comité de Lecture et de Rédaction de la Revue sollicite l'avis d'au moins deux évaluateurs, selon le système de double-blind peer review (double-aveugle). L'évaluation des textes soumis à la *Revue Africaine de Communication (RAC)* prend en examen leur contenu scientifique, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, de croyance et d'orientation académique ou politique des auteurs. Sans accord écrit de la part de l'auteur, le matériel inédit des manuscrits soumis à la Revue ne peut pas être employé pour d'autres recherches. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique, le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent autrement à ne diffuser aucune information concernant les textes à des fins différentes des évaluations, des révisions, de l'édition et de la publication. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité de leurs auteurs.

2. Des obligations du Directeur de Publication

Le Directeur de Publication veille à l'exécution et au respect scrupuleux de la Politique éditoriale et du Code d'éthique de la *Revue Africaine de Communication*. Il définit, en collaboration avec le Comité scientifique et le Comité de Lecture et de Rédaction, la thématique annuelle de la Revue et supervise le processus de lancement, d'évaluation, de révision et de publication de chaque numéro. Il est la personne morale et administrative de la Revue. Garant de la notoriété, mais aussi de la qualité, de la conformité et de l'effectivité des travaux et des manifestations scientifiques de celle-ci, le Directeur de Publication supervise la collaboration entre les différents comités de la Revue, les évaluateurs et les contributeurs. Enfin, il la représente dans les autres instances et manifestations scientifiques.

3. Des obligations du Comité scientifique

Le Comité scientifique est tenu de respecter la politique et les principes éditoriaux de la *Revue Africaine de Communication* et doit aussi se conformer aux dispositions légales en matière de diffamation, de violation du copyright et de plagiat. Pour les prises de décisions, le Directeur de Publication de la Revue collabore avec le Comité scientifique. Les deux instances sont responsables de la publication finale des articles.

4. Des obligations du Comité de Lecture et de Rédaction

Le Comité de lecture et de Rédaction relève et vérifie les informations concernant les erreurs, imprécisions, conflits d'intérêts ou plagiat à l'égard d'une contribution, qu'il communique immédiatement au Directeur de Publication de la Revue, qui, à son tour, les notifie à l'auteur. Il vérifie ensuite le respect des modifications et des corrections formulées par les évaluateurs selon les critères fixés par la Revue. Au cas contraire, la Revue s'engage à entreprendre les actions nécessaires : éventuellement, l'article sera retiré de la version finale du numéro lancé. De façon générale, le Comité de lecture et de Rédaction apporte son aide au Directeur de Publication et à son équipe dans la révision, l'édition et la publication des contributions.

5. Des obligations des Évaluateurs

L'expert sélectionné ne se jugeant pas qualifié pour l'évaluation, ou sachant ne pas être en mesure de respecter les délais indiqués, doit notifier la décision au Directeur de Publication de la Revue. Il ne doit pas accepter l'expertise d'une contribution scientifique dans le cas d'un conflit d'intérêts dû à un rapport de compétition, de collaboration étroite, etc. avec les auteurs. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique et le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent à traiter les textes reçus comme des documents confidentiels.

Les évaluateurs s'engagent, quant à eux, à exprimer leurs opinions et recommandations, à les argumenter, documenter et illustrer dans le strict respect du secret professionnel. En outre, ils éviteront de les formuler de façon blessante. S'ils remarquent des passages plagiés ou bidonnés, ils ont l'obligation d'en informer le Directeur de Publication de la Revue. L'évaluation doit être effectuée avec objectivité, professionnalisme et discrétion. Les informations contenues dans les documents évalués demeurent confidentielles et, en aucun cas, ne peuvent faire l'objet d'autre exploitation.

6. Des obligations des Auteurs

Les auteurs s'engagent à garantir l'originalité des contributions, leur non-soumission en vue d'une autre publication lors des phases d'évaluation et de révisions des contributions. Par leur simple participation au numéro, ils acceptent aussi à n'employer des contenus ou des expressions d'autres auteurs qu'en indiquant toujours la source référencée. Les textes soumis n'ont jamais été publiés comme documents protégés par copyright dans d'autres revues ou dans des ouvrages collectifs déjà publiés.

En envoyant une contribution, l'auteur/les auteurs acceptent que, si le texte est approuvé pour la publication, tous les droits économiques, sans limites d'espace et avec toutes les modalités et technologies existantes ou à venir, sont transférés à la *Revue Africaine de Communication*. Dans le cas où un auteur noterait des erreurs significatives, des incohérences ou des imprécisions dans le document scientifique publié, il doit immédiatement le porter à la connaissance du Directeur de Publication de la Revue et

coopérer pour la rétractation ou la révision de la contribution proposée.

7. Accès, Reproduction, Distribution, Diffusion et Partage des Contributions scientifiques

Les contributions scientifiques à la *Revue Africaine de Communication* (RAC) sont disponibles en accès libre sur le site: <https://rac.ucad.sn>. Elles sont également archivées à la Bibliothèque nationale, à la Bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et à la Médiathèque du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information.

Les auteurs cèdent tous les droits de reproduction, de publication et de diffusion de leurs contributions scientifiques à la RAC. Par conséquent, ils acceptent toutes modifications formelles liées aux contraintes de leur mise en page et de leur mise en valeur.

De plus, les contributions publiées par la RAC, ne pouvant faire en aucun cas l'objet d'une autre publication, sont autorisées sous la Licence CC-by-nc-nd (autorisation de partager, copier, reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre originale par tous moyens et sous tous formats, sans modifications, dans un but scientifique, pédagogique ou promotionnel, sauf à des fins commerciales).

Les auteurs doivent être crédités de la paternité de leurs contributions et la source indiquée. Ce droit à la paternité des contributeurs est scrupuleusement respecté en cas d'utilisation de leurs oeuvres (Prénom, Nom, titre de la contribution, Nom de la Revue, Numéro, Année de publication, N° de la page d'où est tiré l'extrait).

SOMMAIRE

<i>Avant-propos</i>	I-XI
<i>Éthique de la violence et ethos politique</i> <i>Ethics of violence and political ethos</i> Alioune Dieng & François xavier Diémé	3-27
<i>Santé sans CFA : stratégies communautaires de prise en charge médicale en</i> <i>contexte de crise à Kédougou</i> <i>Health without cfa: community strategies and reinventing care in a crisis</i> <i>context in Kedougou</i> Babacar Cissé.....	29-57
<i>Gouvernance et communication politique en période de crise : comment</i> <i>comprendre les actions souverainistes de la transition malienne ?</i> <i>Governance and political communication in times of crisis: how can we</i> <i>understand the sovereignist actions of the Malian transition?</i> Hama Yalcouyé.....	59-77
<i>La lutte contre la « désinhibition écologique » dans les pays du sud global via</i> <i>la communication publique et les participations citoyennes à l'ordre</i> <i>environnemental : le cas amazonien</i> <i>Confronting ecological disinhibition through public communication and</i> <i>citizen participation adapted to the climate of impunity: the amazonian case</i> Pierre Cilluffo Grimaldi.....	79-102
<i>Les logiques manipulatoires des relations publiques en contexte électoral en</i> <i>république de Côte d'Ivoire</i> <i>The manipulative logic of public relations in the electoral context in the</i> <i>Republic of Côte d'Ivoire</i> Guillaume Yao Kouakou.....	105-126
<i>Désinformation et communication politique en ligne en temps de crise : le cas</i> <i>de la transition politique tchadienne en 2024</i> <i>Disinformation and online political communication in times of crisis: the case</i> <i>of chad's political transition in 2024</i> Kidana Alice Gali.....	127-148
<i>Bots, communication politique et polarisation numérique : dynamiques</i> <i>informationnelles lors de l'élection présidentielle sénégalaise de 2024</i> <i>Bots, political communication and digital polarization: information dynamics</i> <i>during the 2024 Senegalese presidential election</i> Papa Djibril Ngom & Kouassi Sylvestre Kouakou.....	149-176

Repenser la communication dans les opérations de soutien à la paix en Afrique
Rethinking communication in peace support operations in Africa

Abel Hubert Mback Wara.....177-195

*Radiodiffusions communistes et formation politique des militants de l'union
des populations du Cameroun (UPC) 1955-1971*

*Communist radio broadcasts and political training of militants of the union of
the peoples of Cameroon (UPC) 1955-1971*

Oumarou Gnebora.....199-224

*Presence et representation du Groupe Wagner dans les titres de presse: cas de
Jeune Afrique et de Le Monde (2022-2023)*

*Presence and representation of the Wagner Group in press headlines. The case
of Jeune Afrique and Le Monde (2022-2023)*

Sali Bouba Oumarou.....225-252

AVANT-PROPOS

Le numéro 7 de la *Revue Africaine de Communication* (RAC) est consacré au thème suivant : « Communication politique et crises contemporaines ». En effet, les crises contemporaines, qu'elles soient climatiques, sanitaires, économiques, sociales ou politiques, par leur caractère disruptif, se révèlent être des catalyseurs qui mettent à l'épreuve la solidité de nos systèmes politiques et sociaux. Elles imposent une réévaluation profonde des discours et des pratiques de communication politique. Dans un contexte mondial marqué par une défiance croissante à l'égard des institutions, une polarisation à outrance de l'opinion publique et une circulation ultra-rapide de l'information via les médias sociaux, la communication politique se trouve confrontée à un double défi. D'une part, elle est déstabilisée par la perte de maîtrise des flux informationnels et des narratifs ; d'autre part, elle se voit renouvelée par l'émergence de nouveaux outils et de nouvelles formes d'engagement citoyen.

Ainsi, comme l'a souligné Wolton (1989), la communication politique ne saurait se réduire à une simple transmission d'informations. Elle constitue un champ de tensions permanentes où s'affrontent des enjeux de légitimité et de pouvoir. Les crises récentes et actuelles exacerbent ces tensions sous-jacentes, opposant transparence, intégrité et contrôle de l'information, urgence et réflexivité, élitisme et populisme, réalisme politique et démagogie, sans oublier les tensions entre dynamiques géopolitiques mondiales et replis nationalistes. La manière dont ces crises sont gérées met en lumière les stratégies par lesquelles les acteurs politiques, les médias et les mouvements citoyens s'approprient, remettent en question ou réajustent leurs discours et leurs dispositifs communicationnels pour faire face à des défis sans précédent (Cardon, 2019).

Ce numéro thématique se donne à lire comme une démarche pour cerner la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyen(ne)s.

Étant donné le caractère interdisciplinaire des sciences de l'information et de la communication, il s'inscrit dans la problématique des changements multiples induits par les crises dans leurs différentes dimensions.

Par ailleurs, la communication politique en période de crise constitue un terrain conflictuel sur le plan informationnel, où la recherche de la confiance publique se confronte à une propagation exponentielle de la désinformation. Ce phénomène est généralement défini comme « une manipulation délibérée de l'information, des [faits] dans le but d'induire en erreur le récepteur et [d'altérer] ainsi son jugement, sa décision et son action » (Kouakou, 2023, p. 2). En d'autres termes, les faits, souvent complexes et incertains, sont sujets à des distorsions accentuées et présentés sous les vocables *fake news*, *deepfakes*, théories du complot et infox. Ces distorsions sont amplifiées par la viralité des réseaux sociaux, participant de l'ère de « post-vérité » (Bronner, 2013), où l'émotion et la croyance prévalent souvent sur les faits. La crise du Covid-19 a illustré de manière frappante comment des messages contradictoires et des *fake news* ont pu éroder la confiance envers les institutions et entraver les efforts de santé publique (Kouakou, 2021). De ce fait, la désinformation, particulièrement en contexte de crise, peut compromettre la crédibilité des institutions, exacerber les divisions sociales et rendre inefficaces les politiques publiques.

Dans ce point de vue, la polarisation politico-médiatique constitue un phénomène croissant dans les démocraties contemporaines, où les discours politiques se radicalisent à travers les médias traditionnels et les plateformes numériques. Cette dynamique exacerbe les clivages idéologiques et simplifie excessivement les débats publics les cantonnant à une vision binaire. Il pose ainsi des défis majeurs pour la démocratie, notamment en termes de désinformation, d'érosion de la confiance dans les institutions et de fragmentation de l'espace public (Bail, 2023).

Cette problématique s'inscrit dans un champ de recherche déjà riche, qui a longtemps étudié l'influence des médias, notamment télévisuels, sur les actions politiques (Bourdieu, 1996; Le Bohec, 2013). L'avènement des émissions politiques (Neveu, 2001 ; Delporte, 2012) et des nouveaux médias numériques a toutefois transformé les modalités de couverture de l'actualité politique. Certains travaux mettent en lumière leur influence sur l'opinion publique (Derville, 2017 ; Neveu, 2017), tandis que d'autres explorent leur impact sur la reconfiguration

du champ politique (Desrumaux et Nollet, 2021 ; Lalancette et Bastien, 2024).

Dans cette perspective, la communication politique se trouve aujourd'hui au cœur d'une crise de la représentation qui fragilise les démocraties contemporaines. Celle-ci, caractérisée par une défiance croissante des citoyens envers leurs représentants et les institutions, trouve ses racines dans un sentiment de déconnexion entre les attentes populaires et les réponses politiques. Les mouvements sociaux, comme les Gilets jaunes en France (2018), le Balai Citoyen au Burkina Faso (2013), le Printemps arabe en Afrique du Nord (2011) ou Y'en a marre au Sénégal (2011) illustrent parfaitement comment la communication politique peut être réappropriée par les citoyens pour contester l'ordre établi et proposer des alternatives. Ces mouvements, souvent nés des contextes de marginalisation politique, économique et sociale, ont su créer une synergie entre l'art, la politique et la communication en ayant recours à des symboles forts, à des récits mobilisateurs et à des outils de communication moderne pour amplifier leurs revendications et contourner les structures traditionnelles du pouvoir (Frère, 2015). Pierre Rosanvallon, dans *La contre-démocratie* (2006), souligne que cette défiance n'est pas un phénomène passager, mais une caractéristique structurelle des démocraties modernes, où les citoyens réclament davantage de transparence, de participation et de légitimité.

Dans ce contexte, la communication politique joue un rôle ambivalent. D'un côté, elle est souvent perçue comme un outil de manipulation ou de propagande, renforçant la méfiance des citoyens. De l'autre, elle possède le potentiel de renouer le lien entre les institutions et les citoyens, à condition de se transformer en un véritable espace de dialogue participatif. Cette dualité invite à une réflexion approfondie sur les dynamiques actuelles de la représentation politique, le rôle des médias dans la construction de l'opinion publique et les nouvelles formes de participation citoyenne.

Ainsi, il va sans dire que les crises, par définition, constituent des moments de rupture qui, en générant de l'incertitude, déstabilisent l'ordre établi au sein des sociétés. Dans ces contextes où les repères sont brouillés et la confiance envers les

institutions mise à l'épreuve, la communication devient un levier stratégique pour expliquer, rassurer et influencer l'opinion publique. Elle offre une grille de lecture de la crise pour orienter le cadre interprétatif (*framing*), façonner les représentations sociales (Entman, 1993 ; Correa 2022) et conditionner les comportements collectifs.

La récente crise sanitaire de la Covid-19 a montré le rôle déterminant de la communication dans la stratégie de riposte pour lutter contre la pandémie. Dans un contexte marqué par la gestion de l'incertitude, où les gouvernants ont été contraints de prendre des décisions impopulaires ou coercitives, le recours à la rhétorique politique a constitué un outil de gouvernance pour créer une « ingénierie du consentement » (Bernays, 1928) et favoriser l'adoption de comportements « sains ». Il fait appel au nécessaire « travail politique de construction cognitive, normative et institutionnelle de la crise » (Bouzon, 2004 ; Crespin et Clavier, 2022).

L'émergence de nouvelles formes d'expression sociale et de pratiques culturelles à partir de mai 68 est le point de départ d'une redéfinition constamment renouvelée des rapports sociaux et des phénomènes de contrôle du pouvoir politique, économique et culturel. Avec l'explosion des techniques, des théories et des technologies de l'information et de la communication dans les années 70, ce phénomène dépasse les frontières des États (Miège, 2004). On assiste alors à la naissance du mythe de la société de l'information (Gerstlé, 2007), qui pose les jalons d'un espace social post-industriel globalisé, où domine, non plus seulement l'économie et la politique, mais aussi, et de façon plus probante et incontrôlée une forme d'impérialisme culturel qui fonde l'hégémonie sur le triptyque intérêt/technologie/communication.

Ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), sur lequel se penche l'UNESCO de 1977 à 1980 (Miège, 2004), découle d'une informatisation à outrance de la vie sociale ouvrant la voie à des formes nouvelles de communication politique et stratégique (marketing politique, communication digitale, etc.), d'exercice de la liberté d'expression (E-liberté) et de la démocratie (E-démocratie) dans lesquelles les enjeux économiques sont dilués dans une

réorganisation de l'économie capitaliste ayant la technique et la culture comme bras armés du capitalisme. Ainsi, l'abolition des distances géographiques accentue les conflits culturels, politiques et commerciaux entre les nations (Wolton, 2001).

Cette nouvelle donne s'accompagne d'une montée du populisme et du nationalisme dans les démocraties occidentales (États-Unis, Italie, Autriche, Allemagne, France...). On assiste alors à une révolution de la communication politique qui, en devenant directe, soutenue et incisive, s'adresse à l'imaginaire des peuples (Naves, 2017). La frénésie des déclarations chocs sur les réseaux sociaux numériques noue et défait les relations internationales et les traités commerciaux. En toile de fond, des lobbies et des multinationales, véritables groupes de pression et d'influence au service de l'impérialisme économique et culturel, s'activent pour imposer leur domination (Braud, 2006) à travers des réseaux sociaux numériques et des circuits commerciaux et financiers qu'ils contrôlent entièrement.

L'intégrité de l'information constitue un enjeu majeur dans les dynamiques des conflits contemporains et le repositionnement géopolitique des États et des acteurs internationaux (Arquilla et Ronfeldt, 1999). À l'ère du numérique et des guerres hybrides, l'information est devenue un champ de bataille où s'affrontent intérêts étatiques, économiques et idéologiques. Sa manipulation – qu'elle soit biaisée, tronquée ou falsifiée – est devenue une arme stratégique influençant les rapports de force mondiaux (Douzet, 2014 ; François & Lin, 2020). La lutte pour l'intégrité de l'information représente ainsi un enjeu majeur pour la stabilité internationale et le repositionnement des acteurs dans l'ordre mondial (Miskimmon, O'Loughlin & Roselle, 2013 ; Lasswell, 1927).

Dans un contexte où la lutte pour le contrôle des narratifs s'intensifie, il devient crucial d'examiner les mécanismes de manipulation, les régulations possibles et la capacité des sociétés à s'adapter à ces nouvelles formes de conflits informationnels. L'avenir des relations internationales dépendra largement de la manière dont les acteurs géopolitiques géreront cet enjeu sans compromettre les principes démocratiques fondamentaux (Chomsky & Herman, 2008 ; Nye, 2005 ; Rid, 2020 ; Diagne, 2024 ; Castells, 2009 ; Camara, 2015 et 2018).

Inhérente à la gestion du pouvoir, la communication constitue une dimension importante de l’agir politique. Elle a connu de profondes mutations à l’ère du numérique avec l’avènement de nouveaux espaces de prises de parole et de mobilisations citoyennes (Granjon, 2005). Partie intégrante des dispositifs de communication contemporaine, les réseaux sociaux favorisent le renouvellement des modalités et formats du dire politique et créent de nouvelles dynamiques dans les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir qui méritent d’être questionnées sous l’angle de la communication politique en contexte de crise. L’usage des réseaux sociaux par les leaders politiques, la montée en puissance des influenceurs sur Internet et la prolifération de la désinformation sont autant de phénomènes qui interrogent les mécanismes actuels de persuasion, de légitimation et de construction de sens dans l’espace public (Greffet 2016 ; Douyère et Rieffel, 2019 ; Badouard, 2021).

La communication numérique dans le champ politique, ce sont aussi les nouvelles formes de mobilisations citoyennes, déconnectées des appareils politiques traditionnels et qui visent à replacer le citoyen au cœur du débat démocratique grâce aux technologies numériques regroupées sous le terme de *civic tech* (Cardon, 2019). En contexte de crise, ces technologies civiques peuvent-elles contribuer à restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés ? Peuvent-elles favoriser une réappropriation du débat démocratique par les citoyens ?

Dans ce numéro thématique de la RAC (2025), des chercheurs, à travers leurs travaux scientifiques, ont réfléchi sur la communication et la philosophie politiques dans leurs rapports avec la gouvernance politique, la communication de crise, la propagande et le rôle des médias dans la construction de l’opinion.

Dans leur contribution, Alioune Dieng et François Xavier Diémé donne une nouvelle lecture des tensions idéologiques et religieuses en Italie et en France aux XVe et XVIe siècles en fondant leur réflexion sur la promotion d’un projet politique et social qui vise une stabilité durable et non l’expression débridée des libertés citoyennes et des convictions religieuses. Ainsi, ils montrent que le génie et la rhétorique politiques peuvent traduire l’expression ambiguë d’un humanisme civique et/ou

d'un *ethos* politique qui situent la communication politique et la violence idéologique dans des stratégies d'alerte et de veille politique.

Dans son article sur les dynamiques communicationnelles et politiques, Babacar CISSÉ analyse les Mécanismes Endogènes de Financement de la Santé (MEFS) en contexte de crise pour mettre en évidence des formes d'innovation sociale dans lesquelles la santé devient un bien commun négocié, façonné par des logiques de solidarité, d'autonomie et de gouvernance hybride. Hama Yalcouyé, quant à lui, s'intéresse à la communication politique souverainiste adoptée par la transition militaire malienne afin de mieux comprendre les succès et les échecs enregistrés par les différents régimes en matière de gouvernance et de gestion sécuritaire.

La contribution scientifique de Pierre Cilluffo Grimaldi explore les dynamiques de participations citoyennes en Amazonie afin d'ouvrir de nouvelles possibilités à la communication publique et à la participation citoyenne à travers la conscientisation des masses et la dénormalisation d'un crime environnemental.

En se penchant sur la crise de réputation des institutions électorales ivoiriennes, Kouakou guillaume Yao analyse l'usage des logiques manipulatoires et du capital émotionnel dans les stratégies d'influence de l'opinion en contexte électoral. Dans ce chapitre de la propagande politique et de la manipulation des opinions, Kidana Alice Gali consacre ses travaux aux usages de Facebook dans l'espace de communication politique durant la transition politique tchadienne en 2024. Sa contribution montre le rôle ambivalent des plateformes numériques qui sont à la fois des instruments de pouvoir et des espaces de résistance et de contestation dans une double perspective de négociation permanente de la construction du réel et de la légitimité des acteurs politiques. Dans ce même registre de l'hybridation des espaces numériques, situés entre les pratiques citoyennes et les stratégies d'influence automatisées, Papa Djibril Ngom et Kouassi Sylvestre Kouakou interrogent la place des bots dans la circulation de l'information et leur contribution à la fragmentation de l'espace public pour révéler l'orchestration narrative structurée, avec amplification coordonnée,

standardisation des contenus visuels et recyclage de hashtags, fruits d'une polarisation activement construite par des stratégies d'influence hybrides.

En mobilisant les concepts de la théorie constructiviste, Abel Hubert Mback Wara met en exergue les avantages tant potentiels que réels d'un usage stratégique de la communication dans les processus de paix déployés en Afrique, qui souffre d'une crise de la communication traduite par un usage marginal de l'information et de la communication stratégiques comme outils de pacification. Par ailleurs, Oumarou Gnebora à partir d'une analyse critique de données recueillies à Douala, analyse l'apport probant des radios communistes dans la formation des militants de l'UPC de 1955 à 1971, période marquée par les luttes nationalistes au Cameroun.

Enfin, en s'appuyant sur un corpus constitué des titres d'articles de deux médias de référence, *Jeune Afrique* et *Le Monde*, publiés en ligne du 1er février 2022 au 28 février 2023, Sali Bouba Oumarou s'intéresse à la place du groupe Wagner dans le discours médiatique et les stratégies géopolitiques. Son analyse des contenus médiatiques montre que l'intérêt suscité par la présence du groupe paramilitaire russe en Afrique met l'accent sur les marqueurs de pouvoir et les jugements liés au traitement médiatique de cette présence.

Toutes ces contributions scientifiques montrent que la violence, les médias et la nouvelle donne numérique redéfinissent les espaces publics, politiques et géopolitiques à travers le renouvellement incessant des stratégies de communication, de manipulation et de lutte politiques.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Arquilla, J., & Ronfeldt, D. (1999). *The Emergence of Noopolitik: Toward an American Information Strategy*. Rand Corporation.
- Bail, C. (2023). *Le prisme des réseaux sociaux. Polarisation politique sur Internet*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bernays, E. (2008). *Propagande*. Paris : Édition Zones/La Découverte (Œuvre originale publiée en 1928, *Propaganda*, New York City: Horace Liveright).
- Bourdieu, Pierre (1996). *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*. Paris : Raisons d'agir.

- Bouzon, A. (2004). *La place de la communication dans la conception de systèmes à risques*. Paris : L'Harmattan.
- Braud, P. (2006). *Sociologie politique*, 8e édition. Paris : Librairie Générale de Droit et de France.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Camara, M. (2018). « Dire, montrer l'extrême du terrorisme. L'iconographie des attentats de Paris et de Bruxelles à la Une de la presse européenne ». *Revue Sciences et Techniques du Langage*, n° 14, 72-96.
- Camara, M. (2015). Crise structurelle des organes de régulation en Afrique de l'Ouest : impacts médiatiques, déficits démocratiques. Le cas de la Côte d'Ivoire et du Mali. *Revue africaine de communication*, n°1, 81-96.
- Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Castells, M. (2009). *Communication Power*. Wellington Square, OX.: Oxford University Press.
- Badouard, R. (2021). *Les nouvelles guerres de l'information. Désinformation et radicalisation de la vie publique*. Paris : Le Seuil.
- Cazeaux, G. (2024/4). La Fabrique de l'opinion numérique : des citoyens sous Influence. In *Cités*, n°1000, 313-326.
- Correa, P. (2022). De l'international aux nations. La communication publique sur la pandémie du Covid-19. Exemple du Sénégal. *Revue africaine de Communication, Nouvelle Série*, n°5, 80-93.
- Crespin, R., & Clavier, C. (2022). *Des crises sanitaires aux crises politiques*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Derville, G. (2017). *Le pouvoir des médias*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Desrumaux, C. & Nollet, J. (dir.) (2021). *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Diagne, Y. (2024). Les médias sociaux et le désordre de l'information : perspectives neuroscientifiques et psychologiques. *Revue africaine de la communication, Nouvelle Série*, n°6, 121-141.
- Douyère, D., & Rieffel, R. [(dir.) (2019)]. *La communication politique*. Paris : Armand Colin.

- Douzet F. (2014). La géopolitique pour comprendre le cyberspace, *Hérodote*, vol. 1-2, n° 152-153, 3-21.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. <<https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.>>.
- François, C. & Lin, H. (2020). Cartographier un angle mort : la surprise stratégique des opérations informationnelles russes sur les réseaux sociaux en 2016. *Géopolitique de la datasphère*, n°177-178, 3-21.
- Granjon, F. (2005). L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 79, n°79, 24-29.
- Greffet, F. (2016). *Internet et la campagne présidentielle de 2012*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Herman, E. & Chomsky, N. (2008). *La fabrication du consentement: l'économie politique des médias de masse*. Londres : Bodley Head.
- Jost, J. T. et al. (2018). Comment les médias sociaux facilitent la protestation politique : information, motivation et réseaux sociaux. *Political Psychology*. <<https://doi.org/10.1111/pops.12478>>.
- Kouakou, K. S. (2021). Médias sociaux et covid-19 : analyse des pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp. *Revue Africaine de Communication*, n°4, 35-58. <<http://dx.doi.org/10.61585/pud-rac-nsn403>>.
- Kouakou, K. S. (2023). Esprit critique et lutte contre la désinformation Une étude des habiletés à la pensée critique des étudiants primo-arrivants. *Balisages*, n°7, p.1-21. ISSN 2724-7430. <<https://dx.doi.org/10.35562/balisages.1274>>.
- Lasswell, H. D. (1927). La théorie de la propagande politique. *Revue de science politique*, Vol. 42, tome L, 627-631, doi : 10.2307/1945515
- Le Bohec, J. (2013). *Élections et télévision*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Naves M.-C. (2017). Donald Trump ou la communication incantatoire. In Arnaud Mercier (éd.), *La communication politique*. Paris : CNRS, 149-158.
- Miège B. (2004). L'économie politique de la communication. In Hermès, 38, *Les SIC : savoirs et pouvoirs*, 46-54.

- Miskimmon, A., O'Loughlin, B., & Roselle, L. (2013). *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*. New York/London: Routledge.
- Nye, J. (2005). *Soft power. The means to success in world politics*. New York City: Public Affairs.
- Pariser, E. (2011). The filter bubble. What the internet is hiding from you. Penguin Books. *Singulière*. Paris : L'Harmattan.
- Rid, T. (2020). *Active Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*. New York City: Farrar, Straus & Giroux.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- Rosnay, J. (2006) *La révolte du pronétariat: Des mass média aux médias des masses*. Paris: Fayard
- Vilenchik, N. K., Baden, C. & Yarchi, M. (2020). Interpretative Polarization across Platforms: How Political Disagreement Develops Over Time on Facebook, Twitter, and WhatsApp. *Social Media + Society*. <sagepub.com. DOI: 10.1177/2056305120944393>.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès, La Revue*, 1 (1), 27-42.
- Wolton, D. (2001). La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du XXIe siècle. In *L'Année sociologique*, vol. 51, 309-326.

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU
Dr Yacine DIAGNE
Dr Mamadou Diouma DIALLO

**GOUVERNANCE POLITIQUE
&
COMMUNICATION PUBLIQUE**

GOUVERNANCE ET COMMUNICATION POLITIQUE EN PERIODE DE CRISE : COMMENT COMPRENDRE LES ACTIONS SOUVERAINISTES DE LA TRANSITION MALIENNE ?

GOVERNANCE AND POLITICAL COMMUNICATION IN TIMES OF CRISIS: HOW CAN WE UNDERSTAND THE SOVEREIGNIST ACTIONS OF THE MALIAN TRANSITION?

Hama YALCOUYÉ

Université Yambo Ouologuem de Bamako (Mali)

hmyalcouye@yahoo.fr

Résumé

L'arrivée au pouvoir du président Assimi Goïta en août 2020 a marqué un tournant important dans la gouvernance au Mali. Cet événement s'inscrit dans un contexte bouleversé par l'insécurité et les risques de partition du pays, survenus entre 2012 et 2019 sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Pour rassurer la population, les autorités de la transition, dirigée par Assimi Goïta, ont multiplié les discours politiques dans les médias, lancé des initiatives de reconquête des régions occupées par les groupes séparatistes, et procédé à l'acquisition d'arsenaux militaires, dans le but de conquérir les territoires occupés. Ce texte interroge la communication politique souverainiste adoptée par la transition malienne, tant à l'échelle nationale qu'internationale, afin de mieux comprendre les succès enregistrés par ce régime en matière de gouvernance. Il analyse également les prises de décision, le choix des partenaires, ainsi que la rupture avec l'ancien système, perçu comme corrompu et incapable de refonder le Mali (*Mali Koura*). Cet article, en raison de son importance et de son actualité, mobilise une approche qualitative, reposant sur des entretiens semi-directifs, des observations directes, ainsi qu'un corpus riche, issu à la fois de la littérature scientifique et grise. Les résultats de terrain révèlent que cette gouvernance est la résultante d'une communication politique efficiente des acteurs de la transition politique malienne. Elle s'explique aussi à l'échec des régimes précédents à sécuriser le pays et à répondre aux aspirations profondes du peuple malien.

Mots-clés : Communication politique, Gouvernance, Mali, Souveraineté, Transition.

Abstract:

The arrival in power of President Assimi Goïta in August 2020 marked an important turning point in governance in Mali. This event took place in a context of turmoil caused by insecurity and the risk of partition of the country between 2012 and 2019 under the presidency of Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). To reassure the population, the transitional authorities, led by Assimi Goïta, have increased their political discourse in the media, launched initiatives to conquer regions occupied by separatist groups, and proceeded with the acquisition of military arsenals, with the aim of conquering the occupied territories. This text examines the sovereigntist political communication adopted by the Malian transition, both nationally and internationally, in order to better understand the regime's successes in terms of governance. It also analyses decision-making, the choice of partners, and the break with the old system, perceived as corrupt and incapable of rebuilding Mali (Mali Koura). The break with the old system, perceived as corrupt and incapable of rebuilding Mali (Mali Koura). Due to its importance and topicality, this article takes a qualitative approach, based on semi-structured interviews, direct observations, and a rich corpus drawn from both scientific and grey literature. The field results reveal that this governance is the result of effective political communication by the actors involved in Mali's political transition. It can also be explained by the failure of previous regimes to secure the country and respond to the deep aspirations of the Malian people. This work falls under axis 5 of this call for proposals.

Keywords: Political communication; Governance; Reform; Sovereignty; Transition.

Introduction

L'année 2020 marque un tournant important pour le Mali, avec la chute d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) à la suite d'un soulèvement populaire dirigé par l'imam Mahmoud Dicko. Ce dernier était à la tête du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). Dans le sillage de cette mobilisation, les militaires sont intervenus pour parachever la lutte menée par le M5-RFP, précipitant ainsi le départ d'IBK du pouvoir. Les raisons de cette chute s'expliquent par l'insécurité grandissante dans le pays, l'occupation de près des trois tiers du territoire malien par des groupes séparatistes et terroristes, les

attaques répétées contre les camps militaires et les villages, causant de nombreuses pertes en vies humaines civiles et militaires (Attar, 2013 ; Fontaine *et al.*, 2013 ; Joly, 2024 ; Pougala, 2013). À cela s'ajoutaient une corruption généralisée dans la gestion des ressources nationales, souvent accaparées par une élite, ainsi que le népotisme au sein du gouvernement, remettant en cause la bonne gouvernance. Elle s'explique par la gestion efficiente des biens publics, mais aussi par la lutte contre la corruption. C'est dans ce contexte de crises généralisées, ainsi que l'attente d'une justice sociale, d'une gouvernance vertueuse et de la reconquête du territoire national que le colonel Assimi Goïta accède au pouvoir en août 2020.

Pour rompre avec l'ancien système, le gouvernement d'Assimi Goïta a adopté une stratégie de déconstruction axée sur le multilatéralisme en expulsant les forces étrangères du territoire malien (Barkhane, forces européennes, américaines, ainsi que la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA)). Cette décision s'explique par la généralisation, voire l'aggravation du terrorisme sur l'ensemble du territoire, malgré la présence prolongée de ces forces avec des moyens militaires hors du commun. Parmi les mesures prises, figure également l'interdiction de diffusion des médias français tels que Radio France Internationale (RFI) et France 24, accusés de propagande et de désinformation en raison de leur position perçue comme favorable aux groupes terroristes.

L'objectif de cette transition est de bâtir un Mali nouveau (*Mali Koura*), exempt de corruption, de terrorisme, de l'emprise de l'ancienne puissance coloniale (la France), ainsi que de toute velléité visant à freiner cet élan de liberté et d'autonomie (*yèrèma horonyya*), tant sur le plan national qu'international. Pour ce faire, la transition malienne a mis en place une communication politique destinée à briser les stéréotypes et les jugements portés par certains partenaires, notamment la France, à l'encontre du Mali et du gouvernement d'Assimi Goïta. Cette quête de *yèrèma horonyya* passe notamment par une révision des alliances et partenariats stratégiques du pays. Ainsi, la transition redynamise ses relations avec des puissances comme la Russie,

la Chine ou encore la Turquie, dans le domaine militaire, afin d'assurer la sécurité nationale. C'est ce que décrivent Isabelle Lasserre & Thierry Oberlé (2013) dans leur ouvrage intitulé *Notre guerre secrète au Mali*, dans lequel ils mettent en lumière les intérêts géopolitiques et géostratégiques de la France dans la région. Cette communication politique vise aussi à éveiller les consciences des maliens et à démystifier le rôle de la France et de ses alliés dans le conflit du pays, que ce soit à la tribune des Nations unies (ONU), dans les instances sous-régionales comme la CEDEAO et le G5 Sahel.

Les médias mobilisés à cet effet sont l'Office de Radio et Télévision du Mali (ORTM) ainsi que les réseaux sociaux, à travers des animateurs chargés de convaincre l'opinion publique malienne, en langue nationale bambara et dans d'autres langues nationales. Cette communication portait essentiellement sur des actions menées ou entreprises par le gouvernement de transition. Selon les résultats observés sur le terrain, il s'agit d'une méthode de "coup par coup" entre le Mali et ses opposants internes et externes, dans le cadre de la pérennisation de la refondation. La communication politique constitue ici une forme de légitimation des principes et des actes de la transition. Riutort Philippe (2007) qualifie cela de : « savoirs, savoir-faire et faire savoir », pour expliquer aux citoyens les raisons de la présence des autorités de transition sur la scène politique. Comme le souligne également Dominique Wolton, « elle est un lieu d'affrontement des discours portant sur la politique, et dont l'enjeu est la maîtrise de l'interprétation politique de la situation » (Wolton, 2017 : 47). Cette politique souverainiste a suscité de nombreux débats entre le Mali, les Nations Unies et la CEDEAO, notamment à travers des sanctions économiques et des restrictions à la libre circulation des personnes et des biens, imposées au gouvernement de Goïta. Ces sanctions sont perçues par la transition comme inacceptable, immorales, injustes, voire comme une injonction instrumentalisée par la France. Face à cette situation, le Mali multiplie les prises de parole à la tribune des Nations Unies, fustigeant l'attitude de la CEDEAO et de la France à son égard. Le pays adopte désormais une posture panafricaniste et souverainiste, déterminé à tracer sa propre voie dans le concert des nations. L'originalité de ce texte réside dans

son apport à la recherche scientifique sur les questions contemporaines de la gouvernance, renforcée par la communication politique au Mali et en Afrique de l'Ouest.

Dans ce travail, nous analysons l'approche de communication politique adoptée par les autorités de la transition malienne, dirigées par les militaires. L'objectif est de mettre en lumière leur vision politique, leur mode de gouvernance, ainsi que la manière dont elles comptent répondre aux aspirations profondes des citoyens sur des questions sécuritaires, énergétiques, alimentaires, entre autres. Cet article examine également la manière dont ce gouvernement entend relever les défis multisectoriels, caractérisés par des problèmes complexes touchant presque tous les secteurs (économie, éducation, santé, agriculture, énergie, défense, etc.). Pour ce faire, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : Quelles ont été les causes de la prise de pouvoir par les militaires au Mali ? Comment ce régime militaire entend réussir la gestion du pays à travers sa communication politique afin d'atteindre ses objectifs ? Comment ce gouvernement est-il perçu aux niveaux national, sous régional et international ? Pour répondre à ces questions et atteindre notre objectif, nous avons eu recours à des techniques qualitatives de collecte de données, notamment les entretiens semi-directifs, les focus groups, ainsi que l'observation directe et participante.

Les entretiens semi-directifs ont permis d'aborder, avec les enquêtées (30 personnes dans les villes de Bamako (10 personnes), Ségou (10 personnes) et San (10 personnes), des questions relatives à la gouvernance, à la souveraineté, à la refondation et au développement. Le focus group a permis de recueillir des informations convergentes et divergentes sur la dynamique de cette transition. L'observation directe et participante dans ses villes a également permis de collecter des données au sein des *grins* (des regroupements entre amis, proches, pairs, camarades du même âge, etc.), ainsi que dans des ateliers de soudure, de menuiserie et de réparation automobile, de 2019 à nos jours. Par ailleurs, nous avons mobilisé des sources documentaires, issues tant de la littérature scientifique que grise, afin de mieux comprendre les succès enregistrés par la transition. Cette enquête s'étendait de 2019 à 2025 avec des personnes cibles

diverses : les acteurs de la société civile, les organisations internationales (ONG), les associations religieuses (prêcheurs, leaders religieux), le groupement des jeunes, les fonctionnaires de l'État malien, les autorités coutumières, les cultivateurs, les femmes de ménage, les responsables des médias nationaux privés et publics.

Afin de préserver l'anonymat des personnes interrogées, nous utiliserons les initiales de leurs noms et prénoms (A.B., O.T., etc.) dans l'analyse et le traitement des données. Cette recherche s'inspire également de travaux portant sur la gouvernance politique, le pouvoir, la révolution, la communication politique, l'indépendance, la souveraineté et la géopolitique en Afrique (Chaliand, 2025 ; Glaser & Smith, 1994 ; Gestlé & Piar, 2016 ; Joly, 2024 ; Maïga, 2020 ; N'Diaye, 2018 ; N'Doumaï, 2011 ; Paulin Bamouni, 1980 ; Pougala, 2013 ; Riutort, 2007).

Les résultats du terrain montrent que l'immixtion des militaires dans la scène politique est liée à l'incompétence, et surtout l'échec des acteurs démocratiques dans la gestion efficace du pays, à la généralisation de la corruption, ainsi qu'à leur incapacité à prendre des décisions responsables face à l'influence de l'impérialisme occidental et la menace terroriste. Dans un premier temps, nous aborderons la genèse de la transition ainsi que la dynamique de communication politique à l'échelle nationale. Dans un second temps, nous analyserons la transition malienne à l'épreuve de la communication politique dans les instances internationales.

1. Comprendre la trajectoire de la transition malienne

1.1. Genèse de la transition malienne

L'année 2012 a été particulièrement tumultueuse, plongeant les maliens dans une crise politico-sécuritaire sans précédente. Cela intervient après la chute de Mouammar Khadafi en 2011 où des Touareg entrèrent sur le sol malien avec du matériel et des armes de guerre. Ce contexte a ravivé les ambitions séparatistes du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) de former une coalition avec ces hommes armés venus de la Libye et de réclamer l'indépendance de l'Azawad. Le MNLA a alors

multiplié les attaques contre l'armée régulière malienne. Comme l'écrivent Bourgeot & Guillaume : « Ces groupes indépendants les uns des autres ont souvent été, de manière atomisée, en état de conflit armé, l'enjeu étant la suprématie militaro-politique sur des hommes : en contrôlant des hommes, ils contrôlaient des territoires aujourd'hui partagés entre cinq États-nations (Algérie, Libye, Niger, Mali, Burkina Faso) » (Bourgeot & Guillaume, 1990 : 129). La confusion règne alors, endeillant les familles de militaires dans ces conflits *touareg*, et suscitant à la fois désolation et indignation au sein de la population malienne.

Ainsi, les grandes villes du Nord comme Gao, Tombouctou et Kidal passent sous le contrôle des séparatistes du MNLA, du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et d'Ansar Dine. Ces groupes imposent leurs lois sous le regard impuissant des autorités maliennes. Ils instaurent la charia, allant jusqu'à couper les mains et à infliger des violences physiques aux populations de ces grandes villes du Nord. Ils parviennent à former un front commun pour combattre l'armée malienne. Ainsi, toutes les positions militaires stratégiques, comme Tessalit et Aguelhok, tombent aux mains des islamistes et des séparatistes. Cette idée est soutenue par Grégoire Emmanuel (2013), qui affirme que :

Dès lors, il était évident que les hommes d'AQMI se battaient aux côtés du MNLA. Face à leur poussée, l'armée malienne se replia si bien qu'il n'y eut pas de véritables batailles puisque, quand les rebelles arrivaient dans une localité, les soldats de l'armée régulière l'avaient désertée quelques heures auparavant en abandonnant véhicules blindés, armes et munitions. Kidal, Gao et Tombouctou tombèrent aux mains du MNLA dès la fin du premier trimestre 2012. Cette conquête fut d'autant plus foudroyante qu'un coup d'état s'était produit à Bamako (22 mars 2012) : l'armée malienne, désorganisée et démobilisée, n'opposa aucune résistance à la déferlante touarègue et islamiste. Fort de sa victoire, le MNLA proclama l'indépendance de l'Azawad (6 avril 2012) et le Mali fut, de facto, amputé de plus de la moitié de son territoire (Grégoire, 2013 :8).

C'est dans cette situation délétère que le France intervient au Mali en 2013 pour essayer de stopper l'avancée des terroristes vers le sud du pays.

1.2. L'intervention militaire Française au Mali

L'intervention militaire française a été saluée par les maliens. Cette opération visait à neutraliser les groupes djihadistes/islamistes (Ançar Dine, AQMI, JNIM) qui se trouvaient aux portes de la région de Mopti, avec pour objectif de prendre le contrôle de certaines villes secondaires, comme Ségou et Fana, ainsi que la capitale malienne, Bamako. « La décision (du 10 janvier 2013) aussi brutale qu'inattendue du président François Hollande d'intervenir au Mali avec l'aval de l'ONU (décision n° 2085) marque le retour de la France sur la scène africaine. [...] la France répliqua par une offensive toute aussi foudroyante qui les en chassa (janvier février 2013) » (Grégoire, 2013 : 1). Cette victoire ne fut que de courte durée. Après la reconquête de Gao et Tombouctou, l'armée française interdit l'entrée de l'armée malienne à Kidal, la 8^e région. À l'époque, le président Assimi Goïta, le ministre de la Défense Sadio Camara, le président du Conseil National de la Transition (CNT) Malick Diaw, ainsi que le patron du renseignement Modibo Koné, étaient engagés dans la reconquête de ces villes. Il faut expliquer que Kidal est une ville énigmatique, marquée par les rebellions depuis l'indépendance du Mali jusqu'à aujourd'hui. Ce contrôle de Kidal sans l'armée malienne par la France est perçu par beaucoup d'enquêtés comme une trahison, qu'ils qualifient en bambara par le terme « *dianffa* », signifiant une volonté de déstabiliser les institutions du Mali. Selon O.P., un entrepreneur de la ville de San, « pourquoi empêcher nos militaires d'aller à Kidal ? La France a toujours des projets derrière pour piller nos ressources naturelles (*dugu djikôrô nafolo*), en complicité avec les rebelles » (O.P., entretien du 12-06-2020 à San). C'est ce que Jean-Paul Pougala appelle « le nouvel ordre mondial », une expression utilisée pour expliquer la domination, voire l'imposition de visions des grandes puissances comme la France, à l'égard des pays faibles, notamment le Mali, sous la coupole de la géostratégie et de la géopolitique.

Sous le regard impuissant des autorités maliennes, avec à sa tête le président Ibrahim Boubacar Keïta, les forces militaires des Nations Unis dénommées casques bleus s'installent à Kidal et dans les autres villes secondaires. Selon les résultats du terrain, ces forces du maintien de la paix se transforment en des forces du maintien de la guerre. Pour Z.T., un réparateur auto : « chaque jour que Dieu fait, des villages sont agressés et pillés par les terroristes (*banbantchi*) tuant des innocents sous le regard des forces du maintien de la paix » (Z.T., entretien du 10-05-2019 à Bamako). L'attente sécuritaire et le contrôle du territoire par les militaires maliens s'étiolent. La population malienne se soulève contre le pouvoir d'IBK pour dénoncer les tueries perpétrées par les terroristes à l'encontre des militaires et des civils à travers le pays. Ainsi, des villages comme Guiré, Ogossagou, ainsi que des camps militaires (Nampala, Léré, etc.) sont détruits par les assaillants, faisant de nombreuses victimes civiles et militaires. À cet effet, les mouvements de protestation se multiplient, demandant le départ du président IBK, et les Casques bleus, perçus comme des forces d'occupation qui apportent peu ou pas de solutions à la crise, et que pour cette raison, doivent aussi quitter le sol malien. Ce mouvement social comme « l'affirmation de la souveraineté du citoyen et la mise en place de lieux permanents d'expression de la volonté populaire » (Lamoureux, 2009 : 227) des maliens qui demandaient un droit de vivre dans la quiétude, et loin des bains de sang.

Ainsi, entre 2019 et 2020, des marches de protestation ont été organisées. Dirigées par le charismatique imam Mahmoud Dicko, ces manifestations, qui se sont déroulées entre les stades de football et la place de l'Indépendance à Bamako, ont abouti à la démission d'IBK suite à un coup d'État militaire. Les reproches à l'égard d'IBK concernaient notamment la corruption, l'insécurité et, plus globalement, son incapacité à répondre aux aspirations profondes des maliens en termes de développement, de sécurité, de bonne gouvernance. En septembre 2020, Bah N'Daou est désigné président de la transition, et Assimi Goïta, vice-président, par le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) qu'il dirigeait. Huit mois plus tard, le gouvernement de Bah N'Daou est accusé de trahison et de sabotage envers le CNSP. Il est alors démis de ses fonctions de président, et Assimi

Goïta devient président de la transition, mettant Bah N'Daou et son Premier ministre Moctar Ouane en résidence surveillée. Par la suite, la CEDEAO intervient en envoyant l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan comme médiateur. Ainsi est instaurée par la transition malienne une communication politique ad hoc visant à gagner l'adhésion de l'opinion publique et à légitimer sa prise de pouvoir à travers une série d'actions appelées la refondation qui se traduit en langue nationale Bambara le vocable de « *Mali kura*. »

2. La communication politique de la transition malienne

Après l'intronisation du président Assimi Goïta en août 2020, en pleine crise politico-sécuritaire, le regard du monde entier s'est tourné vers le Mali. Pour légitimer son pouvoir, il a entrepris des actions souveraines et de développement (armement, mines, etc.) afin de convaincre les maliens. Ainsi, il a adopté la stratégie de la « simplification du discours politique » de Dominique Wolton (1995), en utilisant la langue vernaculaire bambara, parlée par la majorité des maliens ainsi que le français. La transition a lancé les Assises Nationales de la Refondation de l'État (ANR) en décembre 2021 aux niveaux communal, régional et national. Celles-ci visaient à renforcer la légitimité du président de la transition, à justifier la prolongation de son mandat, à lutter contre la pauvreté, à reconquérir l'ensemble du territoire, entre autres objectifs, dans le but de refonder un Mali nouveau (*Mali koura*). Cette initiative a été saluée par la majorité des maliens, malgré la contestation et la non-participation de certains partis politiques. La transition a ainsi marqué un tournant important à travers les ANR, soutenues par une communication politique percutante à l'échelle nationale. « La communication politique consiste alors en l'ensemble des processus interactifs entre les éléments d'un système politique et entre ce système et son environnement » (Gestlé & Piar, 2016 :40). Ce qui nous permettra d'analyser cette nouvelle gouvernance pour comprendre la dynamique de communication politique à l'échelle nationale

2.1. Comprendre la dynamique de communication politique de la transition à l'échelle nationale

Après le « printemps malien de 2012 », le gouvernement dirigé par Assimi Goïta mobilise les médias dans le cadre d'une stratégie de communication politique bien accomplie à l'égard de la population. La gouvernance des anciens régimes démocratiques est pointée du doigt pour expliquer les maux qui minent le Mali : corruption, sous-développement, insécurité, et notamment le manque d'équipement de l'armée, qui empêche l'État d'assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire. Au Mali, la politique et les politiciens sont souvent associés à la médisance et au non-respect de la parole donnée. Une réalité que les personnes interrogées expliquent en bambara par « *galo tenguèla/yourougou yourougou môgô* ». C'est ce que N'Diaye (2018) qualifie de « *denbocratie* », signifiant littéralement en bambara « selle de bébé », pour symboliser l'inutilité et l'échec des régimes « démocratiques » à redresser le pays. Dans le même esprit, Maïga (2020) évoque « la démocratie et la génération de la corruption » pour dénoncer une gestion clanique du pouvoir et le laxisme observé dans la gouvernance démocratique au sein des institutions maliennes.

Pour y parvenir, une politique de reconquête est lancée via une stratégie de communication visant à informer, orienter et rassurer la population en langue bambara. La transition s'est traduite par le départ des forces des Nations Unies (MINUSMA), considérées comme des forces d'occupation néocoloniales, symbolisant l'hégémonie occidentale ou impérialiste à l'égard du Mali. Elle s'est également concrétisée par la révision et l'adoption de la Charte de la Transition en février 2022, permettant au président Assimi Goïta de rester au pouvoir. Ainsi, des marches de soutien ont eu lieu dans la capitale et dans plusieurs villes secondaires pour appuyer les actions du président et approuver cette charte en sa faveur. À celles-ci, il faut surtout souligner les nombreuses émissions interactives dans les radios et sur les chaînes sur les mêmes questions. Donc, une véritable machine de communication via les canaux classiques, mais aussi à travers les réseaux sociaux. Dans ces plateformes le président de la transition est perçu comme un sauveur, un patriote, capable de diriger son pays à bon port.

Assimi Goïta gagne la confiance de la majorité des Maliens de continuer sa lutte pour la souveraineté effective du pays. Il s'agit de briser le mythe de « l'instrumentalisation dont ont été l'objet les identités africaines de la part des forces (néo)coloniales et la tendance, assez logique chez les peuples dominés, à absolutiser les traditions culturelles pour en faire des armes de résistance » (Bouamama, 2017 : 21).

Dans cette perspective, la transition redynamise son partenariat avec la Russie, la Chine, la Turquie dans les domaines militaires, économiques, énergétiques. Au même moment, elle demanda le départ de l'ancienne métropole (France) et ses alliées. Cela intervient après une présence sans résultat avec plus de 13 000 militaires étrangers au compte de l'ONU, et plus de 5 000 militaires français de l'opération Barkhane selon les résultats du terrain. En janvier 2022, la transition expulse l'ambassadeur de la France au Mali pour son immixtion dans les affaires internes du pays, puis en février 2022, elle annonce le retrait de Barkhane (les forces française) et de Takuba du Mali, cela, sans délai.

Pour la souveraineté du Mali, la transition impose trois (3) principes aux partenaires d'horizons divers : le respect de la souveraineté du Mali, celui des choix stratégiques et des partenaires du Mali, la prise en compte des intérêts vitaux du peuple malien dans les décisions prises, que Riutort (2007) nomme la « théâtralité ou les mises en scène de l'autorité politique » pour sa légitimité aux yeux de son peuple. Dans ce contexte, le rêve blanc de « l'Afrique sans Africains », que décrit Glaser & Smith (1994) pour expliquer la domination de l'occident envers les pays africains, semble être désacralisé par la transition malienne par les discours et les actes d'expulsions. Donc, « La communication politique n'est possible que si les citoyens s'identifient, d'une manière ou d'une autre, aux discours et enjeux qui y circulent » (Wolton, 1995 : 75). Ces actions sont relayées en bambara par des animateurs dédiés à travers des plateformes virtuelles comme : *Gandhi Malien*¹, *BMD Média*² qui

¹ <<https://web.facebook.com/GandhiMalien1>> [Consulté, le 23 août 2025].

² <<https://web.facebook.com/bmdmedia23>> [consulté, le 23 août 2025].

expliquent l'exploit de l'armée, bref les différentes actions de la transition à la population. Ces décisions s'expliquent par l'émancipation des pays africains, notamment le Mali qui forge son chemin de la souveraineté que Chaliand (2025) nomme par « l'émergence du tiers-monde et du tiers-mondisme » qui « se réveille de son sommeil fataliste, après avoir longtemps considéré l'occident comme le dominateur du monde. » (D.H., entretien du 13-02-2024 à Bamako).

Selon Bamouni, « une Révolution est nécessairement une œuvre gigantesque » (1980 : 24) ; ce que la transition appelle la refondation qui se structure sur des bases solides. Dans le contexte malien, il s'agit du contrôle entier de son territoire, de ses productions (agricoles, minières) et ses ambitions d'autonomie multisectoriel qui caractérise la souveraineté qu'exprime le président Assimi Goïta. Pierre N'Doumaï (2011) explique que pour réussir ces volontés politiques en Afrique, « Il revient aux intellectuels d'aider les masses à sortir de l'aliénation, de l'illusion et de l'ignorance qui sont les armes des artisans du néocolonialisme. Il faut dévoiler la vérité sur l'hypocrisie de ceux qui parlent de coopération qui en réalité n'est autre que l'exploitation et la domination » (N'Doumaï, 2011: 29).

Ainsi, en décembre 2023, lors des états généraux de la jeunesse, le président Assimi Goïta s'adressait aux jeunes en ces termes : « chers jeunes, je suis jeune au même titre que vous, et si j'échoue c'est toute la jeunesse malienne qui aura échoué ». C'est ce que Anne-Marie Gingras (2003) désigne par la mobilisation politique à travers les mouvements sociaux et les communautés citoyennes afin de montrer la portée du discours des dirigeants à l'ère des médias de masse. Ce discours a été perçu par de nombreux jeunes maliens comme un défi visant à accompagner le président dans l'atteinte de ses objectifs de refondation du Mali. C'est dans cette lutte pour la souveraineté que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a demandé à la transition de définir des calendriers électoraux, ce qui s'est soldé par des sanctions économiques contre le Mali. Ainsi, le gouvernement d'Assimi Goïta a intensifié ses interventions dans les instances internationales

pour exprimer sa volonté d'être un État souverain, à travers une diplomatie et une communication politique émancipatrices.

2.2. La transition malienne à l'épreuve de la communication politique dans les instances internationales

À l'échelle internationale, la transition entame une communication dénonciatrice contre la France et certains pays limitrophes comme l'Algérie, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie. Ces accusations portent sur le rôle de l'ancienne métropole et alliées dans la partition du pays et leur soutien au terrorisme pour déstabiliser le Mali. Pour beaucoup d'enquêtés, cela est constatable sur le terrain où ils larguent des armes en brousses à destination des terroristes, mais aussi sur les médias (RFI et France 24) qui prennent des positions et donnent des mauvaises informations aux maliens.

Pour pérenniser l'élan de sa souveraineté, le Mali interdit la diffusion de ces médias en Mars 2022. Renchérissant cette opinion avec feu Ahmed Sékou Touré (ancien Président de la Guinée) : « Cela suppose la pratique de la responsabilité par nos peuples face à leur destin. Aucune puissance étrangère, aucune congrégation religieuse, aucun groupe capitaliste, aucune volonté d'assistance technique en faveur de l'Afrique ne sauraient et ne pourraient se substituer à l'action des Peuples d'Afrique eux-mêmes pour la transformation des conditions de vie en Afrique » (Touré, 1976 :17). À la lumière de ces réalités, le Mali se sent trahi par son partenaire historique (France) qui prend des décisions unilatérales pour ces engagements de lutte contre le terrorisme. En appuyant cette idée avec le discours de l'ex premier ministre Choguel Kokalla Maïga à la 76ème Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies à New-York :

L'annonce unilatérale du retrait de Barkhane et sa transformation n'ont pas tenu compte du lien tripartite qui nous lie, c'est-à-dire l'ONU et le Mali en tant que partenaires engagés avec la France sur le front de la lutte contre les facteurs de déstabilisation. Le Mali regrette que le principe de consultation et de concertation qui doit être la règle entre partenaires privilégiés n'ait pas été observé en amont de la décision du Gouvernement français. Aussi, la nouvelle situation née de la fin de l'Opération Barkhane, plaçant le Mali

devant le fait accompli et l'exposant à une espèce d'abandon en plein vol, nous conduit à explorer les voies et moyens pour mieux assurer la sécurité de manière autonome ou avec d'autres partenaires, de manière à combler le vide que ne manquera pas de créer par la fermeture de certaines emprises de Barkhane dans le Nord de notre pays. Cette situation doit également inciter les Nations Unies à avoir désormais une posture plus offensive sur le terrain (Maïga, 2021 : 4).

Après ce discours, le partenariat entre la France et le Mali s'est dégradé. Ces deux pays s'adonnent à des clashes réciproques, créant un incident diplomatique sans précédent. Dans les médias, ils s'appellent "junte" pour décrédibiliser les actions des uns et des autres à travers des journalistes et des animateurs dédiés. Renchérissant ces opinions avec le discours de l'actuel Premier ministre du Mali ((Abdoulaye Maïga) aux Nations Unies à New York :

La junta française, nostalgique de pratique néocoloniale, condescendante, paternaliste et revancharde, a commandité et prémédité des sanctions inédites, illégales, illégitimes et inhumaines de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali. Après plus de 10 ans d'insécurité ayant fait des milliers de morts, autant de réfugiés et de déplacés internes, n'est-ce pas un sacrilège de mettre une population malienne victime de l'insécurité dans un pays enclavé sous embargo pendant 7 mois, en procédant à la fermeture des frontières et la saisie des comptes financiers du Mali ? (Maïga, 2022 : 9).

Dans ce climat tendu, 49 militaires en provenance de la Côte d'Ivoire sont interceptés par les forces de l'ordre maliennes à l'aéroport international Modibo Keita de Bamako, en possession d'armes de guerre. Cette situation est perçue par le Mali comme une agression et une tentative de déstabilisation orchestrée par la France à travers ses alliés dans la sous-région, notamment la Côte d'Ivoire. Ainsi affirmait un enquêté : « L'Afrique restera toujours sous la domination des grandes puissances tant qu'elle ne prendra pas conscience que les Africains partagent un problème commun : la pauvreté et le sous-développement » (Y. K, focus group du 16-4-2024 à Bamako). Il faut également souligner que le Mali n'est pas une entité isolée du reste du monde. Il évolue dans ce vaste contexte de la mondialisation, où

les nations redéfinissent sans cesse leur destin pour un avenir meilleur, dans l'objectif de retrouver leur souveraineté. Cela remet en question la capacité des pays africains à prendre des décisions communes sans ingérence extérieure. « C'est dire que l'Afrique doit devenir africaine en détruisant de façon résolue et définitive toutes les chaînes par lesquelles les impérialistes l'assujettissent à des volontés étrangères » (Touré, 1976 :18). Animé par l'esprit de souveraineté, le Mali poursuit la reconquête de son territoire et se retire peu à peu des organisations sous-régionales telles que le G5 Sahel et la CEDEAO, sans oublier l'accord d'Alger qui le liait aux ex-rebelles du nord notamment.

Cependant, le Mali reprend le contrôle de régions militaires comme Ber, Moura, Aguel Hoc, Kidal, Anefis et Tinzwaten, qui étaient occupées par des groupes terroristes et des narcotrafiquants. En mai 2022, il quitte le G5 Sahel, puis en janvier 2024, la CEDEAO. Pour la transition et son peuple, toutes ces actions s'inscrivent dans le registre de la souveraineté retrouvée, afin d'affirmer la position du Mali en Afrique de l'Ouest.

Conclusion

La transition malienne, ou gouvernance de la souveraineté retrouvée, pilotée par de jeunes officiers supérieurs de l'armée, marque un tournant important sur la scène politique du Mali. Des champs de bataille aux coulisses du pouvoir, cette transition suscite l'attention des opinions tant au Mali que dans la sous-région, voire à l'international. Elle se distingue par des actes forts, une vision affirmée et une communication politique qui bouscule les codes traditionnels de la gouvernance en Afrique. Ce projet souverainiste, voire panafricain, représente à la fois une école et un terrain fertile pour les chercheurs en sciences sociales, désireux de comprendre les mutations en cours, ainsi que l'aspiration des peuples à un modèle de société idéal dans un monde contemporain et multipolaire. Dans cette dynamique de gouvernance souveraine, d'autres pays du Sahel, tels que le Burkina Faso et le Niger, ont suivi les pas du Mali. Confrontés à des défis similaires, ces États ont décidé de s'unir au sein d'une confédération baptisée Alliance des États du Sahel (AES).

Cependant la transition malienne développe une forme de gouvernance axée sur la lutte contre la délinquance financière, l'exploitation illicite des ressources naturelles, la nationalisation des structures comme les banques, les nouvelles découvertes aurifère et minière du territoire national. Elle adopte aussi une communication politique au niveau national à travers l'émission *mali koura ta sira* (les nouvelles orientations de la transition) où tous les membres du gouvernement passent à tour de rôle à l'ORTM pour défendre la dynamique de la transition. Il faut également souligner que cette communication se déroule sur les médias sociaux pour défendre la transition dans son ensemble à la fois avec les autorités, mais aussi avec les animateurs dédiés pour répondre aux opposants d'horizons divers.

Malgré les efforts déployés par la transition malienne, les défis à relever demeurent considérables et complexes, touchant presque tous les secteurs. Ces défis sont d'ordre sécuritaire, socio-sanitaire, économique, éducatif, énergétique, entre autres. Le chemin reste long, les attentes des populations sont immenses, et la réussite de ces chantiers pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de développement pour la nation malienne. Cela implique également la lutte contre le chômage, les inégalités sociales, les disparités géographiques, l'extrémisme violent et l'exclusion sociale. Ces fléaux peuvent engendrer de la frustration et des sentiments de révolte susceptibles de pousser certains citoyens à la rébellion ou au terrorisme.

Bibliographie

- ATTAR, Oriane Ben (2013). Le rôle de la France dans la crise malienne. In *Civitas Europa*, <<https://droit.cairn.info/revue-civitas-europa-2013-2-page-145?lang=fr>> [Consulté le 12 août 2025].
- BAMOUNI, Babou Paulin (1980). *Burkina Faso : Processus de la Révolution*. Paris : Harmattan.
- BOUAMAMA, Saïd (2017). *Figures de la révolution africaine : De Kenyatta à Sankara*. Paris : La Découverte.
- BOURGEOIS, André & GUILLAUME, Henri (1900). Identité touarègue : de l'aristocratie à la révolution. Dans *Études rurales, Persée*, N°120, Identité, 129-162.
- CHALIAND, Gérard (2025). *Le grand Tournant Géopolitique*. Paris : Les Belles Lettres.

- FONTAINE, Jacques *et al.* (2013). Crise malienne : quelques clefs pour comprendre. In *Confluences Méditerranée*, 191-207. <<https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2013-2-page-191?lang=fr>> [Consulté le 12 août 2025].
- GESTLÉ, Jacques & PIAR Christophe (2016). *La communication politique*, 3^e éditions. Paris : Armand Colin.
- GINGRAS, Anne-Marie (2003). *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- GLASER, Antoine & SMITH, Stephen (1994). *L'Afrique sans Africains : Le rêve blanc du continent noir*. Paris : Editions Stock.
- GRÉGOIRE, Emmanuel (2013). Islamistes et rebelles touareg maliens : alliances, rivalités et ruptures. In *EchoGéo*. <URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13466>> [Consulté le 11 août 2025].
- JOLY, Vincent (2024). *Histoire contemporaine du Mali : des guerres saintes à l'indépendance*. Paris : Perrin.
- LAMOUREUX, Henri (2009). La place des mouvements sociaux dans la dynamique politique actuelle. In *Nouvelles pratiques sociales*, Volume 21, N°2, 222-229. <<https://doi.org/10.7202/038972ar>> [Consulté le 11 août].
- LASSERRE, Isabelle & OBERLÉ, Thierry (2013). *Notre guerre secrète au Mali : les nouvelles menaces contre la France*. Paris : Fayard.
- MAIGA, Abdoulaye (2022). Discours du premier ministre par intérim du Mali, à l'occasion du Débat général de la 77^{ème} Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.
- MAIGA, Choguel Kokalla (2021). Discours du premier ministre, Chef du Gouvernement du Mali, à l'occasion du Débat général de la 76^{ème} Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies à New-York.
- MAÏGA, Yachim Yacouba (2020). *Mali : Pouvoir de la démocratie chiffonnée*. Bamako : La Sahélienne.
- NDIAYE, Issa (2018). *Le festival des brigands : démocratie et fractures sociales au Mali*, Tome 2, Bamako : La Sahélienne.
- NDOUMAÏ, Pierre (2011). *Indépendance et néocolonialisme en Afrique : Bilan d'un courant dévastateur*. Paris : Harmattan.
- PAULIN, BAMOUNI Babou (1980). *Burkina Faso : Processus de la Révolution*. Paris : Harmattan.
- POUGALA, Jean-Paul (2013). *Géostratégie Africaine*, Tome 1. Douala : Institut d'études Géostratégiques.
- RIUTORT, Philippe (2007). *Sociologie de la communication politique*. Paris : La Découverte

- TOURE, Ahmed Sekou (1976). *Révolution culture panafricanisme*, 3^e édition. Conakry : Revue du parti-état de Guinée, n°88.
- WOLTON, Dominique (1995). Les dix contradictions de la communication politique. Dans Arnaud Mercier (dir.), *La communication politique* (pp. 63-78). Paris : CNRS Éditions.
- WOLTON, Dominique (2017). La communication politique : construction d'un modèle. Dans MERCIER Arnaud (dir.), *La communication politique* (pp. 45-62). Paris : CNRS Éditions.



Revue Africaine de Communication

La **Revue Africaine de Communication (RAC)**, qui s'adresse, entre autres, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, l'analyse du discours, le management, le marketing et la culture dans sa diversité. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication, en particulier, le progrès scientifique, en général, est évident.

Ce numéro spécial de la **Revue Africaine de Communication** se donne, entre autres, pour objectif de réfléchir sur la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyens.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

